

Mesdames et Messieurs de la presse,

La question qui nous réunit aujourd'hui est finalement très simple : voulons-nous **agir maintenant pour stabiliser les finances publiques**, ou attendre que la seule solution restante soit d'augmenter les impôts ?

Car il faut être lucide : si nous ne faisons rien, l'écart entre les dépenses et les recettes continuera de se creuser. Et tôt ou tard, cela conduira à une augmentation du coefficient d'impôt.

Une hausse d'impôts n'est jamais abstraite. Elle touche directement les ménages. Elle pèse sur les familles. Elle pénalise les PME, qui sont pourtant la colonne vertébrale de notre économie. Et elle affaiblit aussi l'attractivité de notre canton.

Pour nous, au Centre, la responsabilité politique consiste précisément à éviter ce scénario.

La LAFE permet d'agir maintenant pour stabiliser les finances publiques sans augmenter la charge fiscale.

L'objectif est clair : **corriger la trajectoire des finances de manière mesurée afin d'éviter des décisions beaucoup plus brutales à l'avenir.**

Ce n'est pas une politique de coupes idéologiques.

C'est une politique d'équilibre.

Un équilibre entre la qualité des prestations publiques et la responsabilité financière. Un équilibre entre les besoins d'aujourd'hui et ceux de demain. Et un équilibre entre la solidarité et la compétitivité de notre économie.

Car la question ne concerne pas seulement la situation actuelle.

Elle concerne aussi les générations qui viennent.

Si nous repoussons les décisions nécessaires, ce sont elles qui devront payer la facture — souvent sous la forme d'impôts plus élevés ou de corrections beaucoup plus douloureuses.

Préserver des finances saines demande donc un effort commun.

La maîtrise des finances publiques n'est pas l'affaire d'un seul parti. C'est une responsabilité collective.

Si nous voulons éviter une hausse massive des impôts demain, nous devons avoir le courage d'agir ensemble aujourd'hui.

Dire oui à la LAFE, c'est prendre nos responsabilités maintenant pour protéger les ménages, soutenir les entreprises et garantir la solidité financière de notre canton.

Dire oui à la LAFE, c'est éviter que la solution la plus simple augmenter les impôts ne devienne la seule option.

Je vous remercie pour votre attention.